

TUNISIE

«Il faut ramer pour aller à la démocratie»

(Beji Caïd Essebsi)

Le 14 janvier 2011, le président tunisien Ben Ali «dégage» : la rue a eu raison du dictateur et les Tunisiens entament leur «révolution» et leur marche vers la démocratie. Le monde entier est admiratif et les peuples arabes fiers d'avoir démontré par l'intermédiaire de leurs «frères tunisiens» qu'ils étaient capables de changer le «cours des choses» et d'engager des «transitions démocratiques» porteuses de libertés, d'Etat de droit, de développement économique et social. L'exemple tunisien n'a d'ailleurs pas tardé à s'étendre à l'Egypte, le Yémen, la Libye, la Syrie...

Le phénomène intéressait d'autant plus les analystes qu'il a été déclenché par la rue, sans élite ni parti politique qui encadre, sans préparation ni maturation du mouvement. De plus, la «révolution» a eu une origine purement sociale avant de devenir politique.

«Le processus enclenché est une véritable course d'obstacles juridiques, politiques et économiques».

C'est le Premier ministre, M. Caïd Essebsi, qui rappelle : «La révolution n'est pas la démocratie, mais une porte ouverte sur la démocratie.» Et les Tunisiens constatent quotidiennement que le chemin qui mène à la deuxième République tunisienne, plus ouverte, démocratique et sociale est long et parsemé d'obstacles. A ce jour, près de 70 partis ont demandé leur agrément, révélant ainsi la soif de démocratie qu'expriment les Tunisiens mais montrant aussi le risque d'un émiettement du paysage politique laissant le champ libre aux partis politiques structurés et bien organisés comme le parti islamiste Ennahda. Un sondage d'opinion réalisé au mois de mars (2011) donne des résultats intéressants qui éclairent sur le paysage politique tunisien : 61,4% des sondés déclarent ne

connaître aucun parti politique. Le parti islamiste Ennahda est le plus connu avec une notoriété de 29%, suivi du Parti démocrate progressiste (PDP : gauche tunisienne) avec 12,3%. Les préférences partisans des sondés sont les suivantes : aucun parti : 74,7% ; Ennahda : 14,6% ; PDP : 3,2%. Des sondages informels créditent les islamistes d'un taux de 30 à 40% lors des futures élections. Le 30 janvier 2011, Ghanouchi, le leader d'Ennahda, de retour au pays après 22 ans d'exil, a été accueilli à l'aéroport de Tunis par des dizaines de milliers de sympathisants aux cris de «Non à l'extrémisme ! Oui à l'islam modéré !» et «Islamistes pas terroristes !»

Ce jour-là, Ghanouchi a déclaré à l'aéroport : «Je ne rêve pas de jouer un rôle politique. Tout ce que je veux, c'est que la Tunisie devienne un pays libre et prospère... L'islam n'appartient pas à Ennahda. Il est en faveur de l'égalité entre hommes et femmes et garantit le droit de chaque individu.» Et il a poursuivi : «Le mouvement Ennahda travaillera dans l'intérêt de la révolution populaire.» Ajoutant : «Le mouvement s'engage en faveur de la démocratie et du droit du peuple à choisir son président par le biais des élections. Le porte-parole du mouvement, M. El Djaziri, déclarera pour sa part, quelques jours plus tard : «Le mouvement ne souhaite pas diriger le pays. Il veut travailler avec les autres forces du pays.»

Mais El Djaziri met en garde contre toute tentative d'exclure son parti du processus politique qui se met en place. Et pour tranquilliser les électeurs tunisiens, Ahmed El Djebali, un autre membre de la direction d'Ennahda, affirme : «Nous ne sommes pas le mouvement des talibans, ni Al Qaïda, ni Ahmadinejad. Nous respecterons le choix des urnes au moment du scrutin.»

Comme on peut le voir, sûrs de leur victoire aux élections législatives, les membres dirigeants

d'Ennahda multiplient les déclarations qui se veulent rassurantes à la fois à l'égard des électeurs mais aussi de l'armée, surtout après les déclarations jugées incendiaires de l'éphémère ministre de l'Intérieur de l'actuel gouvernement d'union nationale, Farhat Righi, dans un entretien posté sur internet dans la nuit du mercredi au jeudi 5 mai 2011 (cf. Slateafrique.com). Ce magistrat et ancien ministre a affirmé qu'en cas de victoire des islamistes aux prochaines élections législatives (prévues initialement pour le 24 juillet 2011 mais qui ont été reportées vraisemblablement à octobre 2011), un «coup d'Etat militaire» aurait lieu, «si Ennahda gagne les prochaines élections le régime sera militaire». De nombreux Tunisiens ont alors investi la rue et demandé la démission du gouvernement. Le Premier ministre Caïd Essebsi a réagi en affirmant que les propos du ministre étaient «dangereux et méritaient des poursuites judiciaires. Le ministre a été limogé. Il faut tout de même rappeler que déjà le 24 janvier 2011, le général Rachid Ammar, l'homme fort de soutien au mouvement populaire, avait déclaré devant les nombreux manifestants : «L'armée protégera la Révolution.» Face aux islamistes, la gauche tunisienne «apparaît divisée et sans réel projet d'union à ce jour» (Selim Benabdesselam et Beligh Nabil in *De la révolution à la constitution de la Nouvelle république*, Terra Nova - 6 mai 2011) et la droite libérale ainsi que des blocs de l'ex-RCD de Ben Ali tentent de s'organiser en nouveau parti politique. Comme on peut le constater, le paysage politique de la Tunisie d'après Ben Ali est encore en pleine construction et seul le parti d'Ennahda semble bien structuré et implanté territorialement. Les analystes s'accordent alors à dire que la future loi électorale qui déterminera le mode de scrutin est un enjeu politique de première importance pour la suite de la transition démocratique.

En premier lieu, il y a l'enjeu de représentativité et de légitimité de l'Assemblée constituante qui doit être élue avant la fin de l'année. De grandes batailles ont déjà commencé au sein de la commission de réformes institutionnelles. La mission de la future Assemblée constituante est historique. Il s'agit ni plus ni moins que de fonder la nouvelle République tunisienne.

La situation économique actuelle

L'économie tunisienne est entrée en récession : le taux de croissance du PIB durant le premier trimestre 2011 a chuté de 7,8% (-7,8%) par rapport au quatrième trimestre 2010. En glissement annuel, la croissance économique du pays sera de -3,3%. Selon l'Institut national des statistiques (INS) tunisien, les industries manufacturières ont affiché une régression de -4,6%, les industries non manufacturières de -8,6% et les services de -6,1%. Les investissements directs étrangers ont baissé de -23,4% dans les industries manufacturières. Mais c'est surtout le secteur du tourisme qui est en chute libre. Le tourisme couvrait 60% du déficit de la balance commerciale, générerait les devises indispensables à l'économie, représentait 6,5% du PIB et fournissait 350 000 emplois salariés. La baisse des recettes est déjà de 40% pour la saison 2011. Les services hôteliers, cafés et restaurants ont connu une baisse d'activité de -35% et les transports de -18,5% ; enfin, les créations d'emplois prévus pour 2011 étaient de 85 000. Il n'y en aura que 20 000. Le chômage va bien sûr augmenter et sera probablement de 20% en fin d'année. Jaloul Ayed, le ministre tunisien des Finances, reconnaît que la situation financière est critique. «Sur le court terme, financièrement, malgré les engagements de la Banque mondiale, de la Banque africaine du développement, de la France et de l'Union européenne,



Par Abdelmajid Bouzidi
abdelmajidbouzidi@yahoo.fr

nous avons encore besoin de financements. Nous espérons un appui marqué du G8 à notre plan d'investissement de 25 milliards de dollars sur cinq ans.»

Il est évident que l'absence de croissance économique, le ralentissement de l'activité, l'augmentation du chômage ne facilitent assurément pas le processus de transition démocratique. Loin s'en faut ! Si on ajoute à ces difficultés les conséquences complexes et préjudiciables que subit la Tunisie suite aux problèmes sérieux que connaît actuellement la Libye (afflux massifs de réfugiés libyens, arrêt total du flux d'échanges commerciaux avec ce pays voisin...), on s'aperçoit que la partie est loin d'être gagnée par les Tunisiens. Et «la montre joue contre nous», souligne un jeune internaute, blogueur et rédacteur pour le journal du parti de gauche *Ettajdid*. «La société tunisienne n'est pas encore totalement immunisée contre l'installation d'un autre régime autoritaire s'il peut réinstaurer la sécurité économique et sociale qui n'existe pas aujourd'hui.»

Et c'est le ministre tunisien des Finances qui rappelle fort justement : «Pour consolider la démocratie, il faut un gouvernement fort et compétent, un Etat de droit, une société civile forte et des institutions économiques fortes.»

A bon entendeur.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Par quoi vous tiennent-ils si fort que vous ne puissiez pas bouger d'un poil de dignité ?

C'est aujourd'hui qu'Abdekka reçoit les bacheliers d'excellence. Une manière comme une autre de les encourager à faire...

...médecine !

Tous ceux qui suivent un peu, beaucoup, passionnément, pas du tout, à la folie ou rien qu'un peu les débats sur l'immigration en France savent ce qu'en pense un Copé. Ils savent aussi qu'il a pesé de tout son poids pour maintenir coûte que coûte le débat sur l'identité, obligeant à se taire même ceux qui au sein de l'UMP qualifiaient l'initiative de honteuse. Alors, comment expliquer que sachant tout cela, un peu, beaucoup, passionnément, pas du tout ou à la folie, chez nous, ceux censés recevoir Copé se sont écrasés sous le tapis rouge ? D'où vient cette gêne que je sens terriblement difficile à contenir chez beaucoup de nos décideurs ici en Algérie, dès qu'il s'agit de la France, du dossier français, de Fafa ? Mon Dieu ! Ne nous aurait-on pas tout dit ? Y a-t-il un secret tellement énorme que nos dirigeants ne puissent nous mettre au courant ? Dans les faits, certaines voix s'expriment pourtant pour dire que l'Algérie n'est pas un simple comptoir de commerce, une supérette d'opportunités d'investissements où nos cousins gaulois peuvent venir quand ils le veulent faire leurs emplettes. Il y a aussi d'autres dossiers entre nous et qui ne peuvent pas figurer sur les rayonnages de la supérette. Entre autres, celui de la mémoire et de la reconnaissance des crimes contre l'humanité commis en Algérie, contre des Algériens par la France, au cours d'une occupation coloniale de la pire espèce. Ces voix s'expriment dans un premier temps assez fort pour être entendues. Puis, elles baissent sou-

dain d'octaves. Puis, elles s'éteignent. Lamentablement. Comme si nous étions gênés, empêchés d'aller jusqu'au bout dans ce dossier. Je repose donc la question : c'est quoi l'obstacle ? Yek nos dirigeants n'ont rien à se reprocher ? Yek leur passé de révolutionnaires sans taches plaide pour eux ? Yek leurs papiers sont en règle ? Et de la même couleur que les nôtres, n'est-ce pas ? Alors, où est le problème ? Pourquoi je sens bien que les miens, du moins un certain nombre d'entre eux, font semblant de regarder ailleurs ou de zyeuter le bout de leurs chaussures lorsqu'un Copé martèle qu'il faut durcir les conditions d'accès des Algériens en France, qu'il faut les soumettre à des procédures nouvelles de restriction comme la caution au visa ou encore qu'il est tout à fait normal de les stigmatiser aux arrivées des ports et aéroports français ? Bon Dieu ! Dites-lui que s'il continue à balancer ce genre de vacheries, la France devra aller faire son marché ailleurs. Dites-lui à Jean-François que dans notre superette, peuvent aussi venir acheter des Anglais, des Allemands, des Italiens, des Espagnols, des Belges, des Américains, des Australiens, des Chinois ou des Turcs. Dites-le lui ! Pourquoi vous ne le lui dites pas ? C'est rageant à la fin. Par quoi vous tient-il ? Quand on est clean, on est clean, non ? Tenez, juste à titre d'exemple : moi, je suis algérien. Mon épouse est algérienne. Mes deux enfants sont algériens. Ils étudient tous deux en Algérie. Donc, je ne suis redevable de rien à la France. Vous aussi, je suppose, chers dirigeants ? Alors, par quoi la France vous tient-elle à ce point que vous ne puissiez pas bouger d'un poil de dignité ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

